

UNION SACREE POUR LA PATRIE

Dimanche 17 juillet 2016

DECLARATION POLITIQUE

Mesdames, Messieurs,

Les différentes composantes et sensibilités de l'opposition gabonaise, à savoir l'Union Sacrée pour la Patrie, les candidats à l'élection présidentielle, les Partis politiques, les mouvements et personnalités politiques se sont réunis ce jour, 17 juillet 2016 au siège de l'Alliance Démocratique et Républicaine à Libreville, pour examiner le rapport des représentants de l'opposition à l'Assemblée plénière de la Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente (CENAP).

De ce rapport, il ressort particulièrement les faits qui suivent.

Sur les quatorze (14) dossiers complets, treize (13) ont fait l'objet d'une validation par consensus.

Par contre, pour ce qui est du dossier de Monsieur Ali BONGO ONDIMBA, les commissaires ont constaté, comme en 2009, que ce dernier a présenté un acte de naissance établi par la Mairie du 3ème arrondissement de la ville de Libreville, signé de la même autorité, mais, fait étonnant, avec des mentions totalement différentes.

Alors qu'en 2009, l'acte de naissance, portait la référence 65/R2/A3, celui de 2016, établi le même jour que celui de 2009, signé par le même signataire, Monsieur Serge William AKASSAGA OKINDA porte désormais la référence 58/R2/A3mm.

Le nom du père qui était Albert Bernard BONGO en 2009 se retrouve être El Hadj Omar BONGO ONDIMBA.

De toute évidence, à la connaissance de tous les Gabonais, il s'agit manifestement d'un nouveau faux.

Par ailleurs, de manière unilatérale, le Président de la CENAP a accordé aux avocats de Monsieur Ali BONGO ONDIMBA le privilège d'accéder aux dossiers, violant ainsi la règle de confidentialité qu'il a imposée à tous les autres candidats.

S'agissant des trois mille (3.000) lettres de contestation des citoyens électeurs, Monsieur René ABOGHE ELLA, toujours de manière unilatérale, a refusé leur examen par l'Assemblée plénière.

Cette partialité s'inscrit en droite ligne avec les mesures illégales préconisées à l'avantage du candidat Ali BONGO ONDIMBA, en introduisant des pièces non prévues par la loi dans le dossier de candidature.

A l'effet d'assurer coûte que coûte le succès d'Ali BONGO ONDIMBA son champion, le Président

de la CENAP est sorti de la neutralité exigée par ses fonctions, en votant en faveur de la validation de sa candidature, alors que son dossier comporte un nouvel acte de naissance, tout aussi faux que le précédent.

De tels agissements indignes, signalés de manière grave et répétée de la part d'un magistrat de haut rang, sont inqualifiables, en même temps qu'ils sont de nature à entacher pour l'avenir, toute la crédibilité de la procédure électorale en cours.

Prenant l'opinion nationale et internationale à témoin, les candidats à l'élection présidentielle, l'Union Sacrée pour la Patrie et toutes les composantes et sensibilités de l'opposition Gabonaise s'insurgent contre ces pratiques d'un autre âge et exigent désormais la démission de Monsieur René ABOGHE ELLA de la Présidence de la CENAP.

En outre, la décision du Bureau de la CENAP, de valider la candidature illégale d'Ali BONGO ONDIMBA n'engage que lui seul et n'est opposable à qui que ce soit.

De ce fait, la Nation et la communauté apprécieront le caractère inédit d'une candidature unanimement contestée pour faux, usage de faux en écritures publiques d'un citoyen qui ne remplit pas les conditions requise par l'article 10 alinéa 3 de la Constitution.

L'opposition résolument unie, exige le retrait sans condition de la candidature d'Ali BONGO ONDIMBA, et appelle le Peuple Gabonais à se joindre à elle, pour faire partir ce dictateur qui n'a de cesse de violer la loi, en voulant soumettre le Peuple à sa petite volonté.

Chers compatriotes,

L'heure de libérer La Patrie a sonné.

Cela passe par la libération immédiate et sans condition de tous les compatriotes arrêtés et détenus illégalement depuis le 9 juillet 2015.

Gabonaises, Gabonais,

Toutes les hypothèses sont désormais sur la table, et nous ne refusons rien pour la sauvegarde de la Patrie.

Nous n'acceptons et n'accepterons jamais la candidature d'Ali BONGO ONDIMBA.

Dans les tous prochains jours, voire les prochaines heures, avec la participation et la collaboration du Peuple, nous sommes déterminés à entreprendre toutes les actions visant, par tous les moyens, à mettre fin au régime BONGO-PDG.

Je vous remercie.

Le Porte-parole
François ONDO EDOU